



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 28/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OGF

Rue du 8 mai 1945
BP 45
70500 Jussey

Références : -
Code AIOT : 0005901183

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement OGF implanté Rue du 8 mai 1945 BP 45 70500 Jussey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2025 visant à contrôler les industriels possédant des installations de combustion moyennes de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OGF
- Rue du 8 mai 1945 BP 45 70500 Jussey

- Code AIOT : 0005901183
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société OGF (POMPES FUNEBRES ET MARBRERIE SYLVESTRE), société par actions simplifiées, est autorisée à exploiter une usine de fabrication de cercueils sur le territoire de la commune de Jussey (arrêté préfectoral DRIRE/I/2009 n°2076 en date du 28 juillet 2009) relevant à titre principal des rubriques 2410 (ateliers où l'on travaille le bois) et 2940 (application de vernis) de la nomenclature des ICPE et 2910-A2 pour la combustion. OGF possède 3 chaudières biomasse et 2 chaudières de secours fonctionnant au fioul.

Le site se situe en bordure de la plaine inondable de la rivière « la Saône ».

Le groupe a adopté une nouvelle stratégie 2022-2026 qui comprend l'ouverture de plus d'une centaine d'agences en zone blanche et un effort de diversification des produits ; cette stratégie vise à s'adapter aux évolutions en cours d'accélération du marché ainsi que des contraintes environnementales, politiques, et énergétiques par :

- * l'élargissement des essences de bois utilisées pour fabriquer les cercueils : hêtre, peuplier, merisier, aulne ;
- * la création de nouveaux modèles/gammes de cercueils comprenant des options de personnalisation, en particulier concernant la couleur du cercueil ;
- engagé dans cette nouvelle stratégie, le site de Jussey a installé une nouvelle cabine de vernissage utilisant des produits Hydro (sans solvant) ;
- la production du nombre de cercueils est restée assez stable autour de 80 000 cercueils par an ;
- l'exploitant vise une augmentation de sa productivité pour atteindre 100 000 cercueils en 2026 ; (capacité maximale de production actuelle de l'établissement de 110 000 cercueils par an).
- les installations de vernissage appliquent moins de produits depuis 2 ans ;
- l'exploitant projette de passer en 2024/2025 à l'utilisation de 100 % de produits Hydro ;
- ce basculement (inéluable dans la mesure où il est prévu un arrêt de l'utilisation de solvants pour les fournisseurs d'ici 2023) a déjà commencé par un premier investissement en 2023 à hauteur de 200 000 € ; il devra se poursuivre par un nouvel investissement de l'ordre de 600 000 € en 2024/2025 ;

L'exploitant projette également :

- * un important renouvellement de son parc de machines (celles qui ont plus de 30 ans) ;
- * de récupérer les eaux de pluies (à partir de 5000 m² de toiture) pour les utiliser dans le process d'injections au cours des cycles de séchage du bois (72 % des besoins pourraient être couverts).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 et R.515-116	Demande d'action corrective	1 mois
14	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
16	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.IV	Demande d'action corrective	6 mois
22	Efficacité énergétique(optionnel)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1	Sans objet
3	Contrôle périodique(optionnel)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.1.2	Sans objet
4	Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.1	Sans objet
5	Appareils destinés exclusivement à venir en secours d'une chaudière	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.2	Sans objet
6	VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	Sans objet
7	VLE Chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)	Sans objet
8	VLE Chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)	Sans objet
9	VLE Chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.III	Sans objet
10	VLE Chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.IV	Sans objet
11	VLE Chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.IV	Sans objet
12	VLE (zone PPA)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 6.2.9	
13	Conformité aux VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10	Sans objet
15	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.III	Sans objet
17	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.V	Sans objet
18	Evaluation de la conformité aux VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.VI	Sans objet
19	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4	Sans objet
20	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 7.7-IV et 7.7-V	Sans objet
21	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été l'occasion de faire le point sur la réglementation des rejets atmosphériques des chaudières, l'arrêté préfectoral étant succinct sur cette partie, il convient de se référer à l'arrêt ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de combustion soumises à déclaration.

L'exploitant ne respecte pas l'arrêté ministériel concernant les périodicités de mesures des rejets atmosphériques et le suivi de l'efficacité énergétique de ses chaudières. Les mesures des rejets atmosphériques de la chaudière biomasse n°2 sont conformes, l'exploitant devra se mettre en conformité pour toutes ses chaudières en fonctionnement en 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 et R.515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
Prescription contrôlée : R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; - le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double

combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;

- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;

[...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I. Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

Constats :

OGF n'a pas communiqué à l'autorité compétente les informations de l'article R.514-114 du code de l'environnement (OGF n'est pas dans le registre des installations moyennes de combustion (MCP), il aurait dû le faire au plus tard le 31 décembre 2023).

Le recueil des données est à renseigner par l'exploitant pour les 2 chaudières biomasse de 5.2 MW, sur le site internet suivant :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/installations-de-combustion-moyennes-mcp-recueil-d>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Faire la déclaration des installations MCP dans "Démarques Simplifiées".

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1							
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A							
Prescription contrôlée : Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...] Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A. Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.							
Constats :							
Nom de l'appareil	N° de conduit	Type d'appareil	Puissance (MW)	Date de mise en service	Combustible utilisé	Système de traitement des fumées	Durée de fonctionnement annuel
chaudière 1	N 1 1454 N1	chaudière biomasse : utilisée pour le processus de séchage du bois + chauffage	5.2	2009	copeaux secs et poussière fine (ponçage)	oui : électrofiltre	>500h en alternant 1 année sur 2 l'utilisation des chaudières 1 et 2
chaudière 2	N 2 1454 N2	"	"	2009	"	"	"
chaudière fluide thermique	-	chaudière biomasse pour alimentation de la panneau	0.85	2009	"	"	> 500h/an

		panneau teuse/pla queuse					
1 chaudièr e fioul	-	chaudièr e d e secours d e s chaudièr es 1 ou 2 j u s t e pour les tunnels d e séchage "vernis	1.5	2003	fioul	-	2 h/a n max
1 chaudièr e fioul	-	chaudièr e d e secours d e l a chaudièr e fluide thermiqu e	0.3	1997	fioul	-	10 h/a n max
1 groupe électrog ène	/	groupe électrogè ne	1.6	2009 ?	fioul	/	

Les combustibles employés correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle périodique(optionnel)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.1.2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Vérification de la réalisation du contrôle périodique

Prescription contrôlée :

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " Objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention " Objet du contrôle". Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les

<p>le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure".</p> <p>Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R. 512-58 du code de l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'article R.512-55 du code de l'environnement indique que, si l'installation est comprise dans un site soumis à enregistrement ou à autorisation au titre d'une rubrique de la nomenclature ICPE, l'installation n'est pas soumise au contrôle périodique. L'établissement étant soumis au régime de l'enregistrement, il n'est pas soumis au contrôle périodique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions des points 2.3, 2.5, 3.9, 5.2 (deuxième alinéa), 5.9, 5.10 (deuxième alinéa), 6.2.2 A et B, 6.2.3, 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6, 6.3, 6.4, 8.3 et 8.4 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés uniquement à alimenter des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci, et pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le groupe électrogène a vocation à venir en secours des chaudières biomasses 1 ou 2. Il n'a jamais fonctionné plus d'une demi-heure et l'exploitant n'imagine pas dépasser un jour 500h/an : si le besoin était aussi important, il ferait appel à d'autres moyens de secours.</p> <p>Les dispositions des points 2.3, 2.5, 3.9, 5.2 (deuxième alinéa), 5.9, 5.10 (deuxième alinéa), 6.2.2 A et B, 6.2.3, 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6, 6.3, 6.4, 8.3 et 8.4 de l'annexe ne s'appliquent donc pas au groupe électrogène.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Appareils destinés exclusivement à venir en secours d'une chaudière

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Appareils destinés exclusivement à venir en secours d'une chaudière</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Les dispositions des points 6.2.4 et 6.4 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés exclusivement à venir en secours, en cas de défaillance technique, d'un ou plusieurs appareils de combustion autres que turbines, moteurs, générateurs de chaleur directe et pour lesquels l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.
Constats : Les dispositions des points 6.2.4 et 6.4 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux 2 chaudières fioul destinées à venir en secours aux chaudières biomasses, parce qu'elles ne fonctionnent que quelques heures par an seulement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de référence
Prescription contrôlée : Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm3), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm3) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.
Constats : Dans les rapports de contrôle des analyses de décembre 2023 concernant la chaudière biomasse n°2 et la chaudière biomasse "fluide thermique" fourni par l'exploitant, le volume des effluents gazeux est bien exprimé en normo-mètres cubes (Nm3), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm3 ou mg/m3) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 %.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : VLE Chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Existantes + nouvelles - Ptotale > 5 MW - < 500 h/an
Prescription contrôlée : I. a) - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses : [...] - aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et

<p>fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté ;</p> <p>Polluants : SO₂ (mg/Nm³) / NO_x (mg/Nm³) / Poussières (mg/Nm³)</p> <p>Biomasse solide : 225 / 525 (5) / 50</p> <p>Autres combustibles solides : 1 100 / 550 (10) / 50</p> <p>Fioul domestique : - / 150 (8) (12) / -</p> <p>Fioul Lourd :</p> <p>P < 10 MW : 1 700 / 550 (9) / 50 (11)</p> <p>P ≥ 10 MW : 1 700 / 450 (1) (4) (9) / 50 (11)</p> <p>Autres combustibles liquides :</p> <p>P < 10 MW : 850 / 550 / 50</p> <p>P ≥ 10 MW : 850 / 450 / 50</p> <p>Gaz naturel, Biométhane :</p> <p>P < 10 MW : - / 100 (2) (8) / -</p> <p>P ≥ 10 MW : - / 100 (3) (6) (7) (13) / -</p> <p>Gaz de pétrole liquéfiés : 5 / 150 (8) / -</p> <p>Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm³)</p> <p>(1) Installation déclarée après le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO_x : 550</p> <p>(2) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NO_x : 150</p> <p>(3) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO_x : 150</p> <p>(4) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NO_x : 500</p> <p>(5) Installation déclarée avant le 1er janvier 2014. NO_x : 750</p> <p>(6) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO_x : 225</p> <p>(7) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. NO_x : 150</p> <p>(8) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. NO_x : 225</p> <p>(9) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. NO_x : 600</p> <p>(10) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. NO_x : 825</p> <p>(11) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, sauf lorsque la puissance thermique nominale totale dépasse 10 MW et qu'elle est située dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement. Poussières : 100</p> <p>(12) Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an. NO_x : 200</p> <p>(13) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NO_x : 120</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a pas de chaudière ayant une puissance > 2MW fonctionnant moins de 500 h/an, l'établissement n'est donc pas concerné par cette prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : VLE Chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Existantes - Ptotale > 5 MW>500h/an - Jusqu'au 31/12/2024
Prescription contrôlée :

I. a) - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :

- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ; [...]

Polluants SO₂ (mg/Nm³) NO_x (mg/Nm³) Poussières (mg/Nm³)

Biomasse solide : 225 / 525 (5) / 50

Autres combustibles solides: 1 100 / 550 (10) / 50

Fioul domestique : - / 150 (8) (12) / -

Fioul Lourd :

P < 10 MW : 1 700 / 550 (9) / 50 (11)

P ≥ 10 MW : 1 700 / 450 (1) (4) (9) / 50 (11)

Autres combustibles liquides

P < 10 MW : 850 / 550 / 50

P ≥ 10 MW : 850 / 450 / 50

Gaz naturel, Biométhane

P < 10 MW :- / 100 (2) (8) /-

P ≥ 10 MW : - / 100 (3) (6) (7) (13) / -

Gaz de pétrole liquéfiés : 5 / 150 (8) / -

Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm³)

(1) Installation déclarée après le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.NO_x : 550

(2) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.NO_x : 150

(3) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.NO_x : 150

(4) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.NO_x : 500

(5) Installation déclarée avant le 1er janvier 2014.NO_x : 750

(6) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.NO_x : 225

(7)Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.NO_x : 150

(8)Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.NO_x : 225

(9)Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.NO_x : 600

(10) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.NO_x : 825

(11) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, sauf lorsque la puissance thermique nominale totale dépasse 10 MW et qu'elle est située dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement. Poussières : 100

(12) Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an NO_x : 200

(13) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NO_x : 120

Constats :

Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent à OGF pour les analyses des rejets atmosphériques réalisées en 2023 sur la chaudière n°2 :

Polluants : SO₂ (mg/Nm³) / NO_x (mg/Nm³) / Poussières (mg/Nm³)

VLE pour la Biomasse solide : 225 / 525 (5) / 50

valeurs mesurées en 2023 rejets chaudière n°2 : 0.13 / 286 / 4.5

(5) Installation déclarée avant le 1er janvier 2014 : NO_x : 750 mg/Nm³

<p>Les VLE sont respectées pour la chaudière n°2. Pas de mesures des rejets de la chaudière n°1 en 2024.</p> <p>NB : en 2026, il conviendra d'analyser en plus le CO dont la VLE est de 250 mg/Nm³</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : VLE Chaudières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.III</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Décla AVANT 01/01/2014 - Pt >5MW - > 500h/an – à compter du 01/01/25</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :</p> <p>- de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW déclarées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ; [...]</p> <p>Polluants : SO₂ (mg/Nm³) / NO_x (mg/Nm³) / Poussières (mg/Nm³) / CO (mg/Nm³)</p> <p>Biomasse solide :</p> <p>P ≥ 5 MW : 200 / 650 / 50 / 250</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'analyse réalisées en 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : VLE Chaudières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.IV</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE dioxine (chaudière) Combustible solide (dont biomasse)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations utilisant un combustible solide respectent la valeur limite suivante :</p> <p>- en dioxines et furanes : 0,1 ng I-TEQ/Nm³.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dioxines/furanes n'ont pas été détectées en 2023 dans les émissions de la chaudière n°2, la LQ du laboratoire était inférieure à 0.0014641 ng I-TEQ/Nm³.</p> <p>Pas de mesures en 2024 pour la chaudière n°1.</p>

Les dioxines et furanes n'ont pas été recherchés d'après le rapport de mesures 2023 concernant la chaudière biomasse fluide thermique de 0.85 MW, il conviendra de le faire lors des prochaines mesures prévues en 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : VLE Chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.IV
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE COVNM (chaudière) Combustible biomasse Déclarée après 01/01/1998
Prescription contrôlée : Les installations déclarées après le 1er janvier 1998 utilisant de la biomasse respectent les valeurs limites suivantes : - en composés organiques volatils hors méthane (exprimés carbone total) : 50 mg/Nm3.
Constats : Pour la chaudière n°2, le COVNM mesuré en décembre 2023 (moyenne des 3 essais) est de 4.6 mg/Nm3 (valeur la plus haute 7.2 mg/Nm3), donc c'est conforme, en revanche il n'y a pas eu de mesures réalisées pour la chaudière n°1, ni pour la chaudière "fluide thermique". Les COV n'ont pas été recherchés d'après le rapport de mesures 2023 concernant la chaudière biomasse fluide thermique de 0.85 MW, il conviendra de le faire lors des prochaines mesures prévues en 2026. Il manque donc beaucoup de mesures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : VLE (zone PPA)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère (PPA)
Prescription contrôlée : Lorsque les installations visées aux points 6.2.4, 6.2.5 et 6.2.6 de la présente annexe sont situées dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement, un arrêté préfectoral peut renforcer l'ensemble des dispositions du présent arrêté, et notamment : - abaisser les valeurs limites prévues aux points 6.2.4, 6.2.5 et 6.2.6 de la présente annexe ; et/ou - anticiper la date d'application de ces valeurs limites ; et/ou - prévoir une fréquence plus élevée des mesures des émissions atmosphériques prévues au point 6.3 de la présente annexe.
Constats : OGF n'est pas concerné car les installations ne sont pas situées dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Conformité aux VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10
Thème(s) : Actions nationales 2025, Action si non respect VLE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de non-respect des valeurs limites d'émission prévues au point 6.2 du présent arrêté, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.</p> <p>Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées aux points 6.2.4,6.2.5,6.2.6 et 6.2.7 de l'annexe I au présent arrêté, il suspend l'exploitation de l'appareil de combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émission jusqu'à ce qu'il ait transmis à l'autorité compétente les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas de non-conformité dans les analyses fournies des rejets atmosphériques de 2023 pour la chaudière n°2 et la chaudière fluide thermique, mais il manque :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les analyses 2025 de la chaudière n°2, - les analyses 2024 de la chaudière n°1.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesure périodique des rejets dans l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.</p> <p>[...].</p> <p>II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la</p>

biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.

Constats :

L'exploitant n'a pas fait réaliser une fois tous les 3 ans, par un organisme agréé, une mesure du débit rejeté et des teneurs en SO₂ dans les gaz rejetés à l'atmosphère, pour la chaudière biomasse "fluide thermique". Lors de la prochaine analyse prévue en 2026 pour cette chaudière le SO₂ sera mesuré.

L'exploitant n'a jamais fait réaliser par un organisme agréé, une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère, pour les 2 chaudières de secours au fioul alors qu'il doit faire ces mesures périodiques au moins tous les 5 ans.

L'exploitant n'a pas fait réaliser une fois tous les deux ans, par un organisme agréé, une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO + dioxines-furanes dans les gaz rejetés à l'atmosphère, pour les chaudières n°1 et n°2. La seule analyse existante est celle de la chaudière n°2 en 2023.

Chaque année, il doit y avoir des analyses des rejets atmosphériques de la chaudière n°1 ou n°2, puisqu'elles fonctionnent en alternance une année sur 2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser les analyses des rejets atmosphériques de ses chaudières aux fréquences prévues à l'article 6.3 de l'arrêté ministériel. Il devra apporter la preuve qu'en 2026 il se met en conformité ; il transmettra à cet effet sous 2 mois les bons de commande signés pour les mesures des rejets atmosphériques des chaudières. Les rapports d'analyse seront transmis à l'inspection dès réception.

NB : l'exploitant indique que les analyses pour la chaudière biomasse n°1 ne pourront être réalisées qu'en fin d'année, car elle redémarre en fin d'année. Les mesures de la chaudière n°2 devront être faites en 2026 puisque les dernières analyses datent de plus de 2 ans.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.III

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesure périodique appareil < 500 h/an

Prescription contrôlée :

III. - Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 h par an, des mesures périodiques sont réalisées a minima toutes les 1 500 heures d'exploitation. La fréquence des

mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.

Constats :

Une chaudière fioul de secours de 1.5 MW est concernée par cet article, les VLE seront applicables à compter du 01/01/2030 pour les chaudières dont la puissance est comprise entre 1 MW et 5 MW. L'exploitant n'a pas fourni de rapport de mesures.

Le temps de fonctionnement de la chaudière est de quelques heures par an, il convient donc de réaliser des mesures une fois tous les 5 ans. L'exploitant n'a pas jamais réalisé de contrôle compte tenu que la chaudière ne fonctionne presque jamais, il devra donc le faire dès qu'il le pourra (la chaudière doit être en fonctionnement).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.IV

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesure périodique

Prescription contrôlée :

IV. - Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation. A cette occasion, les teneurs en composés organiques volatils (hors méthane) et en formaldéhyde sont déterminées lorsque ces polluants sont réglementés.

Constats :

Cette prescription concerne les installations déclarées après le 1er janvier 1998 utilisant de la biomasse. Les teneurs en composés organiques volatils (hors méthane) n'ont pas été mesurées dans les 4 mois après la mise en service des installations. Les analyses en COVNM seront réalisées dès que possible pour les chaudières concernées. La teneur en formaldéhyde n'est pas réglementée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 17 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.V

Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de fonctionnement de l'installation

Prescription contrôlée :

V. - Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation[...]

Dans le cas des installations de combustion qui utilisent plusieurs combustibles, la surveillance des émissions est effectuée lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période

représentative des conditions d'exploitation normales.
Constats : Pour la chaudière biomasse 2 de 5.2 MW et la chaudière biomasse de 0.85 MW les mesures ont été effectuées en 2023 selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 par l'organisme DEKRA agréé pour ce type de prélèvements et d'analyse. Elles ont été effectuées en 2023 lorsque la chaudière 2 était en fonctionnement (les chaudières biomasse de 5.2 MW fonctionnent en alternance 1 année sur 2, 360j/365j et 24h sur 24). En 2023 c'est la chaudière 2 qui fonctionnait. Les chaudières d'OGF n'utilisent qu'un seul type de combustible chacune.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Evaluation de la conformité aux VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.VI
Thème(s) : Actions nationales 2025, Evaluation de la conformité aux VLE
Prescription contrôlée : VI. - Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.
Constats : Les rapports DEKRA fournis concernant les analyses 2023 montrent que les VLE ont été respectées pour les paramètres mesurés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées
Prescription contrôlée : I. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant. II. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de désulfuration des gaz aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant. III. - Pour les installations de combustion équipées d'un dispositif de traitement secondaire des NOx pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.
Constats : Les chaudières biomasses possèdent toutes un système de traitement des fumées : les 3 chaudières biomasses sont dotées d'un électrofiltre qui traite les poussières, les NOX et le SO2. Les électrofiltres sont contrôlés annuellement par DALKIA (contrat de maintenance annuel).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 7.7-IV et 7.7-V
Thème(s) : Actions nationales 2025, Séparation des cendres des appareils biomasse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.- Les appareils de combustion de biomasse déclarés avant le 1er janvier 2024, d'une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 10 MW, et dont les cendres sous multicyclone sont épandues, sont dotés, au plus tard le 1er septembre 2024, d'un dispositif permettant de séparer les cendres sous foyer et sous multi-cyclone, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant. Les appareils de combustion de biomasse déclarés avant le 1er janvier 2024, d'une puissance thermique nominale inférieure à 10 MW, et dont les cendres sous multi-cyclone sont épandues, n'ont pas d'obligation de séparer les flux de cendres sous foyer et sous multicyclone.</p> <p>V.- Les appareils de combustion de biomasse d'une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 5 MW dont la déclaration ou la modification de la déclaration est déposée à compter du 1er janvier 2024, et pour lesquels les cendres sous multi-cyclone seront épandues, sont dotés d'un dispositif permettant de séparer les cendres sous foyer et sous multicyclone. Les appareils de combustion de biomasse déclarés après le 1er janvier 2024, d'une puissance thermique nominale inférieure à 5 MW, et dont les cendres sous multi-cyclone sont épandues, n'ont pas d'obligation de séparer les flux de cendres sous foyer et sous multi-cyclone.</p> <p>Constats :</p> <p>Nous sommes dans le cas d'appareils de combustion de biomasse déclarés avant le 1er janvier 2024, d'une puissance thermique nominale inférieure à 10 MW, et les cendres sous multicyclone sont épandues si les analyses sont conformes, sinon elles sont évacuées comme déchets. Il n'y a pas de séparation des flux de cendres sous foyer et sous multicyclone.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : Livret de chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Livret de chaufferie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur les livrets de chaufferie :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - DALKIA réalise une fois par an l'entretien et le ramonage des chaudières, et le reporte sur les livrets de chaufferie. - MAWERA (fabricant de chaudières) contrôle une fois par an la partie réfractaire et mécanique des chaudières et reporte sur les livrets chaufferie.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection une copie des livrets de chaufferie où figurent les dernières interventions réalisées par Dalkia et MAWERA pour toutes les chaudières.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 22 : Efficacité énergétique(optionnel)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Efficacité énergétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement (chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts alimentées par un combustible solide, liquide ou gazeux) fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts</p>
<p>Constats :</p> <p>4 chaudières sont concernées par un contrôle de l'efficacité énergétique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les 2 chaudières biomasses de 5.2 MW : les contrôles de l'efficacité énergétique n'ont jamais pas été réalisés. - la chaudière biomasse fluide thermique de 0.85 MW : le contrôle de l'efficacité énergétique a été réalisé le 13/12/2023 par un organisme agréé. - et la chaudière de secours fonctionnant au fioul de 1.5 MW : cette chaudière fonctionne 2h par an et il faudrait arrêter la chaudière biomasse fluide thermique pour la faire fonctionner, le contrôle n'a donc jamais été réalisé et ne présente que peu d'intérêt.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre à l'inspection le bon de commande pour une réalisation du contrôle de l'efficacité énergétique en 2026 de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des 2 chaudières biomasse 5.2 MW <p>Remarque : La fréquence du contrôle d'efficacité énergétique dépend de la puissance nominale de la chaudière (art. R.224-35) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les chaudières de puissance nominale ≥ 5 MW le contrôle est à réaliser tous les 2 ans. • pour les autres chaudières le contrôle est à réaliser tous les 3 ans.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois